MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Liberté
Égalité
Fraternité

Jean GUÉHENNO à la tête de la « direction des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire »

Septembre 1944 à juin 1945

Comité d'histoire

des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

80 ANS DE LA LIBÉRATION

Jean Guéhenno, professeur en khâgne au lycée Louis-le-Grand—1940

Un directeur importun ?

Jean Guéhenno symbolise, dans la mouvance de l'éducation populaire, l'espoir de changement culturel et social né de la Résistance et des maquis. On peut porter le regard sur son passage dans une administration étriquée où il a connu les oppositions spécifiques aux systèmes rétifs à l'évolution, ce qui le conduira à démissionner en juin 1945[1].

Bien qu'il n'ait occupé que 11 mois ce poste de directeur d'une administration centrale originale, son engagement ne sera pas sans retombées sur la vie associative, culturelle et sociale du pays dans les décennies suivantes.

Un héritage ambigu

En le nommant le 1er septembre 1944 à la tête de la direction appelée initialement « des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire[2] », René Capitant, ministre de l'Éducation nationale, le fait héritier des services du Secrétariat général de la jeunesse (SGJ), créé par le gouvernement de Vichy. Professeur en khâgne, rétrogradé au rang d'enseignant de petites classes pendant cette période, - mise au placard et humiliation volontaire d'un intellectuel reconnu, incarnant le Front populaire -, cette nomination est une réhabilitation et une promotion : il devient inspecteur général.

René Capitant en 1944.

Mais cette nomination l'interpelle : estimant entrer dans une « *une maison suspecte, politique* », il souhaite « *organiser quelque chose de technique et professionnel* ». Le dispositif mis en place avant sa nomination ne lui plaît guère. En effet, le SGJ avait, dès octobre 1940, reçu le soutien du scoutisme français et de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) ; les créations novatrices (*Chantiers de la jeunesse, Centres de jeunesse, Maisons de la jeunesse, Écoles de cadres*) ou continuations d'actions antérieures (*Jeune France, association* créée par le SGJ en 1940), ne manquaient pas d'interpeler.

Un projet dérangeant

Jean Guéhenno s'attaque à l'héritage de Vichy. Il liquide les *Chantiers de la jeunesse* et doit laisser les *Centres de jeunesse* qui participaient à la formation professionnelle des jeunes ouvriers à l'Enseignement technique. Il soutient la Ligue de l'enseignement[3], qui renaît en 1945, en prônant la coopération entre l'école primaire et les sociétés locales : « *Le club et le patronage peuvent se rapprocher de l'école. Il faut penser avec les mains et s'inspirer des Centres d'entraînement à la pédagogie active*[4] ».

Les actions aidées par ses services extérieurs doivent compléter l'enseignement scolaire « *sans créer ni répandre une doctrine d'État*[5] » et, dans sa vision essentiellement laïque, les

foyers urbains et ruraux qu'il souhaite ouvrir seront animés par les instituteurs porteurs de la pédagogie active. « *La Maison des jeunes, la Maison de la culture (…) c'est la même maison et souvent, la Maison de l'école. C'est elle qu'il nous faut transformer*[6] ». Il ne limite pas son projet au monde scolaire et périscolaire.

Il souhaite aider la CGT à former les militants ouvriers dans la tradition des *Collèges du travail*. Ses services devront donc mettre à sa disposition « *les meilleurs professeurs de français qui apprendront à parler et rédiger, les meilleurs professeurs de géographie et d'histoire, les meilleurs professeurs de comptabilité et de gestion*[7] ». Il favorise également la naissance/renaissance de grandes associations.

Jean Guéhenno et les mouvements d'éducation populaire

La renaissance des CEMÉA

Commissaire national des Éclaireurs de France, André Lefebvre (*Vieux Castor*) avait organisé en 1937 avec Gisèle de Failly (*L'hygiène par l'exemple*) la première formation de *surveillants de colonies scolaires.*

Premier stage préparatoire à la création des CEMEA. Breteuil-sur-Iton (Eure) - 1937- André Lefebvre et Gisèle de Failly sont à droite de la photo.

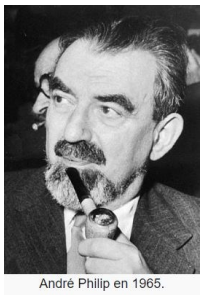
Déclarés le 12 décembre 1938 à Paris, les « *Centres d'entraînement pour la formation du personnel des colonies de vacances et des maisons de campagne des écoliers* » connaîtront diverses vicissitudes sous l'occupation.

En septembre 1944 les « *Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation actives* » (CEMÉA) renaissent avec le soutien de Jean Guéhenno, car ils sont pour lui un levier essentiel de rénovation pédagogique, d'initiation aux méthodes actives et d'incitation à l'engagement des instituteurs dans l'encadrement des colonies de vacances. Plus tard, à partir de 1952, le stage de moniteurs de colonie de vacances, encadré pour l'essentiel par les CEMÉA, sera longtemps un temps fort de la fin de scolarité des normaliens.

Jean Guéhenno souhaite instaurer, à partir d'un vaste réseau de Maisons de la culture, un dispositif citoyen capable d'apporter aux gens de peu les moyens d'accéder, par le biais de la culture, à la diversité des pouvoirs. Son projet recueille l'adhésion des militants locaux mais déplait aux directions culturelles, à l'époque principalement regroupées dans la direction des arts et lettres du ministère de l'Éducation nationale[8] (DGAL), comme la direction des bibliothèques, celle des musées, des spectacles et de la musique, du cinéma (le ministère de la Culture ne sera créé qu'en février 1959). En effet, il s'appuie sur les instituteurs seuls capables, selon lui, de porter la culture au peuple en raison de leur proximité naturelle, un peuple dont ils sont en grande partie issus.

Cet enseignant de khâgne aux pratiques traditionnelles devient le chantre de l'éducation active ; mais il se place ainsi aux antipodes des *habitus* d'une administration figée, alors qu'il n'a aucun pouvoir sur le secteur très fermé de l'Éducation nationale.

La naissance de la République des jeunes.



André Philip en 1965.

En 1943, une *Association des amis des maisons des jeunes* propose la création d'une *Fédération nationale des maisons des jeunes*. André Philip la crée en octobre 1944. Ce sera La *République des jeunes*. Jean Guéhenno la soutient.

La *République des jeunes* hérite du patrimoine des *Maisons de la jeunesse* de Vichy et bénéficie du soutien des *Éclaireurs de France* et des *Camarades de la Route*. Le premier Conseil d'administration (4 octobre 1944) élit à sa présidence André Philippe et définit une libre fédération de mouvements à gestion *associative*. Dans chaque maison le *Conseil de maison*, élu par les jeunes, participe à l'élaboration des projets. Elle deviendra la Fédération française des maisons des jeunes et de la culture (FFMJC).

La naissance des Foyers ruraux.

Á la Libération, François Tanguy-Prigent (ministre de l'Agriculture et fondateur en 1936 du Foyer paysan de *Saint-Jean-du-Doigt*, sa commune de naissance, dans le Finistère) organise, avec son soutien, une large concertation sur les attentes du monde rural. Il en émerge le concept de *Foyer rural* qui regroupe loisirs, vulgarisation agricole et enseignement ménager au service du monde rural qui, en associant culture et agriculture,

tente d'assurer, par les activités de loisir, le maintien des populations au pays.

Les *Foyers* noueront facilement des contacts avec le 1er degré, traditionnellement proche du monde rural, qui envisage d'ailleurs une formation spécifique des instituteurs[9].

Peuple & Culture.

Ce mouvement porté par d'anciens cadres de l'École d'Uriage[10] souhaite « *rendre le peuple à la culture et la culture au peuple* » en comblant le fossé culturel entre la classe dirigeante et la masse exécutante[11]. Ses militants, Marcel Vigny, Joffre Dumazedier, Jean Le Veugle[12], (trois inspecteurs des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire),

Gabriel Monnet, etc. bénéficient de son soutien, car Guéhenno a foi en un projet qui correspond au sien.

La naissance des Francs & franches camarades.

Pierre François en uniforme

Pierre François, Commissaire national des Éclaireurs de France souhaitait, dès 1940, construire un mouvement laïque d'enfants. En novembre 1944, les Francs et franches camarades (Francas) reçoivent le soutien des Éclaireurs de France, du Syndicat national des instituteurs (SNI), de la Ligue française de l'enseignement, des Auberges de jeunesse, des CEMÉA, de la CGT et de la FSGT. Proches du projet d'*Écoles nouvelles*, ils envisagent de participer activement à la réforme de la vie scolaire et des activités périscolaires dans une approche nettement culturelle[13].

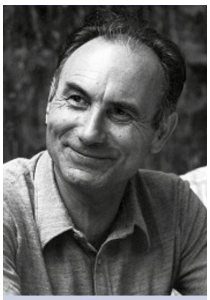
Des outils et des hommes

Afin de mener à bien son projet, Jean Guéhenno dote son administration, à l'image de Vichy, bien qu'il s'en défende, de personnels spécifiques et d'établissements dédiés à la formation culturelle et sociale des militants des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire et des instituteurs. Dans la réalité administrative et politique, il faut à un État qui souhaite agir sur le milieu, des cadres de terrain, des outils de formation des acteurs locaux et des personnels en charge de les former. Ce seront les inspecteurs de l'éducation populaire et des mouvements de jeunesse, les instructeurs spécialisés et les centres éducatifs.

Des missi dominici de l'éducation populaire.

Alors que les cadres du Secrétariat général à la jeunesse de Vichy étaient des « *délégués* », ceux de la direction Guéhenno sont des « *inspecteurs* » comme ceux de l'ex-*éducation générale.* Ce changement de dénomination souligne également son intégration à l'Éducation nationale, ce qui semble normal à cet enseignant qui voit, dans les conditions politiques de la Libération, les prémices d'une profonde réforme.

Beaucoup sont issus de l'ordre primaire qu'il estime capable de porter le changement culturel et social qu'il espère en France. Et, pour y avoir créé une de ces *Maisons de la culture* qu'il rêve d'implanter dans le pays, Marcel Vigny, instituteur à Rumilly, devient directeur de ses services en Haute-Savoie. Il en sera de même avec Joffre Dumazedier « [ce] *jeune homme* [qui] *est venu* [le] *voir* » en octobre 1943[14] et qu'il envoie, sur sa demande alors qu'il eût préféré le voir à ses côtés à Paris, à Grenoble afin de mener à bien la même mission en Dauphiné-Savoie. Il en est tout autant avec Paul Puaux[15], futur responsable du festival d'Avignon, qu'il nomme également inspecteur de la jeunesse et de l'éducation populaire.



Paul Puaux

Ces cadres administratifs et pédagogiques novateurs, voire révolutionnaires, seront confrontés aux inspecteurs du secteur sportif, pour beaucoup issus de Vichy, et deux fois plus nombreux. Ils subiront les années suivantes les *ukases* de l'épuration, des commissions de *la Hache* et de la *Guillotine,* qui les réduiront à une portion plus que congrue. Son projet n'en sera donc que plus mal représenté dans les territoires.

Des instituteurs de l'éducation populaire.

Reprenant des concepts pédagogiques d'animation des groupes nés des *Comédiens routiers*, de *Jeune France*, des *Chantiers de la jeunesse* et des groupes *Octobre* et *Mars*, il organise le collectif des instructeurs spécialisés. Ces personnels ont mission de porter son projet de développement culturel et de le diffuser parmi les militants des associations locales auxquels ils apportent les arcanes d'une technique et les moyens de la transmettre. Souvent issus des maquis, des Écoles de cadres ou du mouvement

Jeune France, ils développeront une nouvelle forme de culture ouverte à tous.

Des sites de formation des militants.

Reprenant l'héritage patrimonial des écoles de cadres (dont celle d'Uriage), Jean Guéhenno crée des lieux de formation des militants de l'éducation populaire ouverts aux associations culturelles et sociales, aux mouvements de jeunesse et aux syndicats. En 1946, seize de ces formes de thébaïdes sont ouvertes à toutes les chapelles idéologiques et participent de la catharsis de la formation culturelle et sociale des gens de peu.

On y trouve des normaliens que les CEMÉA initient aux arcanes des méthodes actives et préparent à l'encadrement des colonies de vacances, des maîtres d'internat chargés de tenter d'améliorer la vie des pensionnaires[16] et des militants des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. Géniteurs de militants associatifs, culturels et sociaux, ces sites seront progressivement fermés car ils étaient porteurs de projets trop révolutionnaires pour une société frileuse.

Un bilan contrasté

Jean Guéhenno démissionne en juin 1945 sans regrets, en se disant « *mal fait pour ce métier* [où il] *faut plus de ruse et de souplesse que je n'en ai*[17] ». Ce n'est pas un administrateur, bien au contraire. Pour André Basdevant, son adjoint imposé par le ministre René Capitant, Guéhenno est avant tout « *un intellectuel et un professeur (…) hardi dans la conception et hésitant dans l'exécution (…) souvent effrayé par les conséquences de ses choix,* [et] *plein d'illusions sur certaines réalités*[18]». Leurs relations seront difficiles.

Proche d'un Jean Giraudoux dénonçant l'abîme entre « *la culture des instituteurs et celle des instituts* », il espérait très sincèrement qu'en se décloisonnant « *l'Éducation nationale* [deviendrait] *l'Éducation populaire, l'éducation de tout le peuple* ». Il lui aurait en revanche fallu disposer de soutiens au sein de l'ensemble de la hiérarchie nationale et locale de ce ministère, ce qui n'a pas, et de loin, été le cas. La mise en œuvre de son projet posant en réalité de nombreux problèmes politiques, techniques et idéologiques.

La *Maison d'école* dont il voudrait faire une *Maison de la culture* est propriété de la commune. Celle-ci pouvait être, pour diverses raisons, notamment dans la ruralité profonde des années 1940, opposée à une nouvelle destination des locaux. En outre, sa position favorable à un milieu laïque porteur d'un projet hégémonique pouvait heurter les militants de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC).

Il souhaitait également recruter 5 000 instituteurs qui auraient été évidemment placés sous l'autorité de ses services extérieurs. Cette éventualité contredisait d'une part les visées d'une Ligue de l'enseignement qui, bien que se relançant difficilement après la guerre, se proposait, en profitant des ambiguïtés de la période, de disposer au plus tôt du pouvoir absolu dans son domaine[19] et plus encore, d'autre part, les positions du Syndicat national des instituteurs (SNI), pour lequel il était inimaginable que les instituteurs échappent à la direction du 1er degré.

Il sait également ne pas avoir que des amis au sein de l'administration centrale de l'Éducation nationale[20]. C'est pourquoi Jean Blanzat, un proche de Guéhenno, que celui-ci avait nommé chargé de mission dans sa direction, rappelle aux inspecteurs que les services, centraux et extérieurs, de la direction de l'éducation populaire sont « *en concurrence avec la direction des bibliothèques, la direction du cinéma, la direction des spectacles et musiques, la direction des musées, etc.*[21] ». Ces structures administratives auraient pu être contraintes par la volonté d'un ministre volontaire, mais ce ne fut pas le cas. En réalité, le traditionalisme de ces directions ne supportait pas celle de Guéhenno, car elle apportait une vision éducative contraire à leurs habitudes. Elles ne pouvaient accepter de la voir marcher sur leurs brisées en fédérant localement, non les actions qu'elles ne menaient pas , mais leurs compétences qu'elles exerçaient peu. Ce pouvait leur paraître d'autant plus dangereux pour leur survie, que les gens de peu, en attente de culture, lui auraient donné raison[22].

L'héritage de Vichy, en particulier dans le domaine de la jeunesse rend très délicat la question d'une politique de la jeunesse, débattue à la Libération. Guéhenno comme de nombreux enseignants a vécu la création d'une administration de la jeunesse à partir de 1940 comme une atteinte à l'Éducation nationale et à la laïcité – ce qu'elle était aussi, même si elle ne se limitait pas à cela. Né en 1890, il est trop âgé pour avoir connu les mouvements de jeunesse de l'entre-deux-guerres : leurs problématiques lui sont étrangères. Il ne mesure pas l'importance à accorder aux problèmes spécifiques de la jeunesse d'après la guerre, ni aux aspects positifs du sport, malgré l'usage qu'en a fait le régime de Vichy.

S'il assure la liquidation des *Compagnons de France*, il laisse les *Équipes nationales* passer dans la mouvance de *l'Union de la jeunesse républicaine de France* (d'obédience communiste, avec

250 000 membres en 1945) et se refuse à agir en faveur des mouvements non laïques. Ils étaient pourtant encore les plus importants en nombre, en rayonnement et en capacité de former, à partir de leurs militants, de futurs cadres de la Nation aptes à comprendre les aspirations populaires.

Il n'a pu prendre sous son égide les Centres de jeunesse, potentiellement capable de dispenser à de nombreux jeunes une formation professionnelle. Les syndicats ouvriers et la direction de l'enseignement technique étaient suffisamment puissants pour s'opposer à l'idée qu'une direction de petite taille, de création récente, porteuse de l'héritage de Vichy, bien contre son gré, et perçue d'abord comme une direction du loisir, puisse récupérer cette compétence, même si l'Éducation nationale l'exerçait mal jusqu'alors[24].

Il n'a pas non plus pris en charge les problèmes des jeunes en déshérence, la jeunesse dite « inadaptée », auxquels, pendant la période 1942-1944, les ministères chargés de la Justice et de la Santé s'étaient intéressés.

Andrée Viénot et Léon Blum

Il cherchera en vain à récupérer la tutelle des colonies de vacances. La ministre Andrée Viénot[25] y réussira en 1947, au grand dam du ministère de la Santé et de la Population, mais au nom de la défense d'un projet laïque. Elle était davantage politique que lui, mais elle était ministre, lui seulement directeur d'administration centrale ; en outre, le contexte politique était différent de celui de la Libération.

Le domaine du sport lui a été étranger, ce qui était assez classique chez un professeur et un intellectuel littéraire de sa génération, ayant connu une promotion sociale par l'école. Ce fut sans doute une grave erreur qu'il ait négligé la richesse des pratiques affinitaires porteuses de lien social et culturel. Joffre Dumazedier en a souligné la faille[23]. Il n'a pas mesuré l'importance sociétale et éducative des activités physiques de pleine nature. Issues du scoutisme et des auberges de jeunesse, elles avaient à cette époque une forte connotation culturelle fondée sur l'appréhension d'un milieu par le biais d'une activité physique.

Il est vrai que Guéhenno était, dans les convulsions d'un pays encore en guerre, confronté aux situations de revanche, d'épuration et de souhait de retour à des normalités antérieures. Mais les corporatismes et les pressions idéologiques n'ont pas permis à ce directeur important dans une administration encore trop figée, d'aller au bout de son projet.

Andrée Viénot et Pierre Bourdan[26] tenteront de faire perdurer sa pensée mais la messe est alors dite et l'utopie culturelle portée par Jean Guéhenno se délitera progressivement dans les immobilismes de la IVème République.

%%%%%%%

Michel HELUWAERT

Inspecteur de la jeunesse et des sports honoraire
Docteur en science politique

Texte repris avec l'accord des Cahiers Guéhenno, qui l'ont publié dans leur n° 3, p. 28 à 40.

Bibliographie

- Michel HELUWAERT, *JEUNESSE ET SPORTS (1936-1986)* – Un service d'État du militantisme à la gestion – Contribution à l'étude du fait administratif –– Thèse de doctorat de science politique soutenue à l'université de Montpellier I – Juin 2009
- Marianne LASSUS, *JEUNESSE ET SPORTS – L'invention d'un ministère (1928-1948)* — Thèse de doctorat d'histoire soutenue à l'université de Bordeaux III – Novembre 2009 – INSEP 2017 – Voir notamment le chapitre VII.
- Jean-Paul MARTIN (dir.), « L'espérance contrariée, Éducation populaire et jeunesse à la Libération », *Les Cahiers de l'animation*, n°57-58, 1986.

Notes et références

[1] « *Il m'a fallu dix-sept jours pour accepter* [et qu'] *une minute* [lui] *suffira pour démissionner* ». (Conseil National des *Éclaireurs de France* 01/11/44).

[2] Cette direction a connu des dénominations diverses et fugaces : (Direction des mouvements de jeunesse et des œuvres périscolaires (1 mois), Direction de la culture populaire et des mouvements de jeunesse (3 semaines) puis Direction de l'éducation populaire et des mouvements de jeunesse, signe évident d'hésitations politiques et/ou idéologique.

[3] « *La Ligue de l'enseignement et le mouvement des Francs & franches camarades, qui constituent l'une et l'autre de puissants instruments de propagation de la culture populaire, se sont vu affecter des crédits substantiels*

Notes et références (suite)

(16 millions) destinés à favoriser leur fonctionnement et l'équipement des sections locales ». Documentation & Études. Ministère de l'Information. n° 223. 12 février 1945. *La culture populaire en France*. (AN. F/44/52). La ligue de l'enseignement, deviendra Ligue française de l'enseignement (LFE) en 1966.

[4] Jean Guéhenno, cité par N. et B. Magnan. *Cahiers de l'animation* n° 57-58. INJEP, Marly-le-Roi, 1986.

[5] Réunion des inspecteurs (Avril 1945. A.N. F/44/52).

[6] *Ibid*.

[7] *Ibid*.

[8] Le ministère de l'Éducation nationale de René Capitant, ministre du 20 août 1944 au 21 novembre 1945 (1 an, 3 mois et 1 jour), est composé de quatre directions ou directions générales, chargées de l'enseignement (primaire, secondaire et supérieure), la direction de Jean Guéhenno y est rattachée, chargée de l'éducation physique et sportive, de l'équipement et des arts et lettres.

[9] « *Á la République des jeunes vient de s'associer une Confédération des Foyers ruraux organisée par accord entre le ministère de l'Agriculture et la direction.* [Ils] *pourront avoir pour animateurs des instituteurs de campagne* ». Note au recteur Châtelet. (AN. F/44/52).

[10] L'École nationale de cadres d'Uriage a été durant deux ans un foyer de réflexion et de formation de cadres du Secrétariat général à la jeunesse qui, après sa dissolution par Laval en décembre 1941, a porté l'animation culturelle et résistante au sein des maquis. On lira avec intérêt sur ce sujet l'important ouvrage de Bernard Comte « *Une utopie combattante* », Paris Fayard 1991.

[11] *« Il est proprement intolérable qu'on puisse opposer ce que certains appellent l'esprit primaire à une prétendue culture qui serait réservée à des mandarins des sciences, des lettres et des arts. Il n'y a qu'une culture et tous les hommes y ont droit* ». Jean Guéhenno. Circulaire du 13 novembre 1944.

[12] Jean Guéhenno soutient notamment le Centre des Marquisats d'Annecy, développé par Jean Le Veugle.

[13] Dès octobre 1944 l'*École des cadres des centres de jeunesse* (Montry) accueille les permanents du mouvement lors d'un stage dont les mots d'ordre (*santé, franchise, union, République, France, paix*) symbolisent la volonté de relance des œuvres laïques de l'enfance à partir de la formation de cadres.

[14] *Journal des années noires*. Paris Folio 2002. Page 362.

[15] Paul Puaux, notice du dictionnaire MAITRON, rédigée par Jacques Girault.

[16] D'octobre 1944 à septembre 1945 ils accueillent 500 normaliens, 200 maîtres d'internat et 400 instituteurs alors que les mouvements de jeunesse y organisent 31 987 journées/stagiaires entre janvier et septembre 1945.

[17] Jean Paulhan-Jean Guéhenno, *Correspondance 1926-1968*, édition établie par Jean-Key Paulhan, lettre du 14 août 1945, Gallimard, les Cahiers de la NRF, 2002.

[18] André Basdevant. *Cahiers de l'animation* n° 57/58. INJEP. Marly-le-Roi. 1986.

[19] « *Notre but doit être de réaliser le trust des œuvres éducatives, mais ce trust, à la différence de ses homonymes, n'a qu'une seule ambition : celle de se faire nationaliser* ». Henri Belliot, Secrétaire général de la Ligue française de l'enseignement. (*L'Action Laïque.* Juillet/août 1945). À cette date, Jean Guéhenno n'était plus en fonction, mais ce but avait été fixé antérieurement par la LFE.

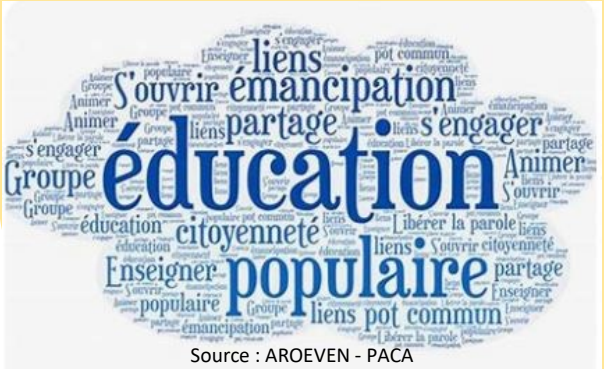
[20] « *Il est proprement intolérable qu'on puisse opposer ce que certains appellent l'esprit primaire à une prétendue culture qui serait réservée à des mandarins des sciences, des lettres et des arts. Il n'y a qu'une culture et tous les hommes y ont droit* ». Jean Guéhenno. Circulaire du 13 novembre 1944.

[21] Jean Blanzat. Réunion des inspecteurs. *Ibid supra*.

[22] « *Nous devons couvrir et fédérer ces directions. Nous sommes le vaste rassemblement des usagers et des clients. Dans les petites villes et villages aucune de ces directions ne peut travailler sans nous. Notre droit tout puissant d'usager nous permettra de faire le dernier choix* ». Jean Blanzat *Ibid*.

[23] « [Il] *n'a rien compris à la pratique du sport comme moyen de culture. Pour lui, les sportifs, c'était le Diable. C'est une des raisons de sa démission. Quand il a vu la direction des sports se joindre à* [celle] *de l'éducation populaire, il a considéré que c'était à la tête de suivre et aux bras de commander. Tout Guéhenno est là* ». Joffre Dumazedier. *Cahiers de l'animation* n° 57/58. INJEP. Marly-le-Roi. 1986.

[24] Les travaux de Vincent Troger ont montré que les centres d'apprentissage, à partir de 1944, dépendant de la direction de l'enseignement technique, ont plutôt été une réussite, assurant la formation des ouvriers qualifiés en CAP, particulièrement en métallurgie. Ils ont été aussi un lieu d'innovation pédagogique dans l'Éducation nationale, notamment dans les internats : rôle des foyers socioéducatifs ; AROEVET devenue AROEVEN, etc.



Source : AROEVEN - PACA

[25] Andrée Viénot, notice du dictionnaire MAITRON, rédigée par Gilles Morin. Andrée Viénot était très laïque, plus proche de la Ligue de l'enseignement que Jean Guéhenno.

[26] Pierre Bourdan, biographie Wikipédia. Il sera ministre de la Jeunesse, des Arts et des Lettres 9 mois, du 22 janvier au 22 octobre 1947.

Février 2025

Reproduction autorisée sous réserve de l'accord préalable du CHMJS